

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 10 DE LA CLD LUNDI 17 OCTOBRE 2011

Les délégués à la CdP 10 de la CLD ont présenté les positions des groupes régionaux, le matin, et ont entendu les déclarations du Premier Ministre de la République de Corée, de ministres et autres dignitaires, ainsi que les messages vidéo du Secrétaire général et du Prince de Galles, l'après midi du premier jour de la réunion de haut niveau. Ils ont également participé à deux tables rondes qui ont porté sur les thèmes "La désertification, l'érosion des terres et la sécheresse et la sécurité alimentaire : Préserver les ressources pour notre sécurité alimentaire" et "La Convention dans le contexte de Rio +20 : Traitement de la désertification, de l'érosion des terres et de la sécheresse, en tant que pierre angulaire de l'économie verte". Les exposés présentés au Pavillon des Conventions de Rio ont été axés sur le thème "La parité homme-femme et les Conventions de Rio". Des manifestations parallèles, un Forum sur la gestion durable des terres, et des groupes de contact ont également eu lieu pendant la journée.

LA REUNION DE HAUT NIVEAU

Le président de la CdP 10 de la CLD, Don Koo Lee, a ouvert la réunion de haut niveau et, attirant l'attention sur l'Initiative de Changwon en tant que "nouveau repère" dans le processus de la CLD, a déclaré que l'Initiative pourrait être le cadre d'un mécanisme visant à bâtir un monde sans dégradation des terres. Retraçant le travail accompli de la semaine dernière par le CST, et décrivant les objectifs devant être atteints, cette semaine, au sein du CRIC, Luc Gnacadja, secrétaire exécutif de la CLD, a rappelé aux participants l'espoir de voir la CdP 10 s'accorder sur les messages à transmettre à Rio +20.

Les représentants des groupes régionaux devaient ensuite présenter leurs déclarations. L'Algérie, au nom du GROUPE AFRICAIN, a mis en relief le caractère urgent de la sécurité alimentaire et de la lutte contre les problèmes de SETD, et a signalé l'existence de prévisions selon lesquelles l'Afrique pourrait perdre deux-tiers de ses terres arables, d'ici 2025, si aucune action n'est entreprise de manière urgente. Le délégué a appelé, entre autres : au renforcement de la cohérence institutionnelle, à l'appui de la proposition de budget du Secrétariat, à un financement adéquat pour la mise en œuvre des plans d'action retenus pour la lutte contre les problèmes de SETD et au soutien de l'Initiative de Changwon. L'Iran, au nom de La région ASIE-PACIFIQUE, a demandé au FEM de continuer à soutenir la mise en œuvre de la Convention, et a encouragé la mise en place d'une gouvernance unie pour la Convention, tout en veillant au maintien du mandat du MM. Cuba, au nom du GRULAC, a souligné l'importance du renforcement des mécanismes régionaux de coordination, du financement et du soutien de la part du FEM, et du traitement des données.

La Pologne, au nom de l'UE et ses Etats membres, a fait état de la décision de créer un groupe spécial d'experts pour l'examen des options concernant la fourniture d'avis scientifiques, a invité le Secrétariat à améliorer les mécanismes destinés au partage des bonnes pratiques, et a soutenu l'économie internationale de l'Initiative de la dégradation des terres et de l'Initiative de Changwon. La Moldavie, au nom des Etats de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a souligné la nécessité : de simplifier les procédures d'accès aux ressources du FEM et d'avantage de financement du FEM pour la lutte contre les problèmes de SETD ; de la création d'une plateforme intergouvernementale pour les avis scientifiques ; et du renforcement de la coopération au niveau régional. Le délégué a fait part de son soutien à l'initiative de Changwon.

TABLE RONDE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Le président de la CdP 10, Lee, a ouvert la table ronde, se référant au document ICCD/COP(10)/INF.8 et mettant en exergue : le développement agricole durable à long terme ; l'amélioration de la productivité des terres ; la formulation de politiques et de cadres juridiques pour la GDT ; et la réalisation de la sécurité alimentaire à travers des programmes synergiques pour la GDT. Le co-président de la table ronde, Rachid Benaissa, ministre de l'agriculture et du développement rural, Algérie, a souligné la nécessité de la préservation des sols pour la sécurité alimentaire, et d'une reconnaissance accrue de la dégradation des sols en tant que problème mondial. Le modérateur de la table ronde, Ahmed Djoghlaif, secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), a souligné l'importance de la biodiversité pour la sécurité alimentaire. Dennis Garrity, ambassadeur de la CLD auprès des terres arides, a donné un exposé liminaire sur le thème "la régénération des terres, clé de l'éradication de la faim", dans laquelle il a présenté des études de cas et les avantages de l'agroforesterie.

S'exprimant au nom de la région Afrique de l'Ouest, Jean Kouliadiati, ministre de l'Environnement, du développement durable et des ressources en eau, Burkina Faso, a mis en exergue la nécessité de cadres politique et législatif pour la GDT, y compris le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), le Programme de développement de l'agriculture en Afrique et l'initiative TerrAfrica. Soulignant que "quand les battements du tambour changent, la danse doit changer", il a appelé à des synergies accrues avec le processus de Rio +20. Douglas Gardner, administrateur adjoint du PNUD, a cité le programme multipartite de la Corne d'Afrique comme un bon exemple de l'intervention humanitaire évolutive, qui traite également des problèmes profonds de l'insécurité alimentaire dans les zones arides. Il a qualifié "l'accapement des terres" par les élites locales ou par des investisseurs externes, de problème grave.

Dans le débat qui a suivi, les ministres et autres officiels ont évoqué la nécessité d'une coopération internationale efficace, la volonté politique et le renforcement de la coordination régionale. Certains ont signalé des problèmes tels que ceux posés par :

la propriété foncière ; l'accès au marché ; et la salinisation des terres. D'autres pays ont fourni des exemples de réussite dans le domaine de la lutte contre la désertification. Un soutien de la CLD au Plan d'action de Nairobi, élaboré en septembre 2011 en réponse à la sécheresse et à la famine qui ont frappé la Corne de l'Afrique, et des efforts pour faire en sorte que les décisions de la CdP 10 soient plus pertinentes pour les vrais problèmes.

OUVERTURE OFFICIELLE DE LA RÉUNION DE HAUT NIVEAU : L'après-midi, après que le président de la CdP 10, Lee, ait ouvert officiellement l'événement, les délégués ont regardé un film sur la désertification et sur l'importance des forêts dans la lutte contre la désertification. Des danseurs, des artistes et une chorale d'enfants, rejoints par l'actrice coréenne et Ambassadrice honoraire de la CdP 10, Lee Bo Young, ont ensuite donné un spectacle culturel axé sur le thème de la CdP 10 "Prenons soin de la terre et la terre prendra soin de la vie."

Les participants ont visionné un message vidéo de son Altesse Charles, prince de Galles, dans lequel il a encouragé les délégués à examiner la manière dont la CLD pourrait mieux recueillir et mieux diffuser les données scientifiques concernant l'épuisement des ressources naturelles et les problèmes de SETD. Le président de la CdP 10, Lee, a déclaré qu'une GDT guidée par un modèle de croissance vert est nécessaire pour inverser le processus de dégradation des sols. Le gouverneur de la province de Gyeongnam, République de Corée, Kim Kwan Du, a exprimé l'espoir de voir la CdP 10 insuffler une dynamique d'action sur les problèmes de SETD, et a promis l'engagement continu de sa province en faveur d'une telle action.

Nassir Abdulaziz Al-Nasser, président de la 66ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), a rendu compte de la Réunion de haut niveau de l'AGNU sur la désertification, faisant état des recommandations appelant, entre autres, au renforcement de la plate-forme scientifique aux fins de mieux faire face aux problèmes de SETD, et à la formulation d'un objectif net de zéro dégradation des terres. Dans un message vidéo, le Secrétaire général Ban Ki-moon a appelé à intensifier la coopération internationale entre les gouvernements, les OSC et l'industrie dans le domaine de la lutte contre la désertification. Sha Zukang, Secrétaire général, Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (CDD), a déclaré que Rio +20 est une "opportunité qui se présente une fois au cours d'une génération, et que les gouvernements doivent faire preuve de vision et exercer un leadership.

Le Secrétaire exécutif de la CLD, Gnacadjia, a exhorté les parties à prendre appui sur la dynamique créée par la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale, et à profiter de l'occasion offerte par Rio +20 pour élever le profil de la GDT dans l'ordre du jour international. Hwang Sik Kim, Premier ministre, République de Corée, a souhaité aux délégués la bienvenue en République de Corée et s'est dit confiant que la CdP 10 stimulera l'action et la coopération internationales dans le domaine de la lutte contre la désertification, notamment à travers l'adoption de l'Initiative de Changwon.

TABLE RONDE SUR L'ÉCONOMIE VERTE : Le coprésident Janusz Zaleski, sous-secrétaire d'État, ministère de l'environnement, Pologne, a parlé de récentes consultations tenues, à Varsovie, sur l'économie verte, et a souligné que Rio +20 offre l'occasion de renouveler l'engagement politique en faveur du développement durable. Dans son allocution, Salvano Briceño, président élu, Comité des sciences, Recherche intégrée sur les risques de catastrophe (IRDR), a appelé à une utilisation efficace des outils de prévention des risques énoncés dans le Cadre d'action de Hyogo. Concluant que la lutte contre les problèmes de SETD est essentielle pour le renforcement de la résilience, qui à son tour, se trouve au cœur de l'adaptation au changement climatique, il a appelé à une approche intégrée pour le financement de l'action humanitaire et de développement.

Attirant l'attention sur les liens entre les phénomènes de SETD et la pauvreté, et soulignant la nécessité d'une volonté politique permettant de s'attaquer à ces défis, Kabelo Mafura, ministre des forêts et de la bonification des terres, Lesotho, modérateur de la session, a appelé les ministres, les vice-ministres et autres responsables à ouvrir des perspectives pour les mécanismes nécessaires au traitement des problèmes de SETD dans le cadre de l'économie verte. Les intervenants ont présenté leurs observations sur le débat sur la définition de l'économie verte

et sur le potentiel d'une feuille de route pour l'économie verte, comportant des objectifs et des actions spécifiques pour la fourniture d'un instrument permettant de faire face aux problèmes de SETD. Ils ont abordé, entre autres, la nécessité de lutter contre la pauvreté, en guise d'objectif central, d'approches intégrées et de la reconnaissance de l'impact économique des phénomènes de SETD.

Dans le débat qui a suivi, les délégués ont abordé la contribution de la lutte contre les problèmes de SETD à l'économie verte, mettant l'accent sur : l'importance de la synergie entre les trois Conventions de Rio ; la réussite des programmes de réhabilitation des terres en République de Corée, en tant qu'exemple qui inspire ; l'investissement dans le capital naturel ; le rôle des gouvernements dans la fourniture des services écosystémiques ; la coopération régionale et la coopération Sud-Sud ; le renforcement des capacités et le transfert de technologie ; la revue des modes de consommation actuels ; et les liens entre les problèmes de SETD et la gestion des forêts.

LES GROUPES DE CONTACT

LES PLANS DE TRAVAIL ET BUDGET : Dimanche, ce groupe de contact a achevé la première lecture du projet de décision concernant le budget. Lundi après-midi, le groupe a examiné le programme et budget du Secrétariat pour l'exercice biennal 2012-2013. Les délégués ont demandé au Secrétariat d'élaborer un tableau pour le budget de l'UCR et un tableau des effectifs, y compris les 65 postes du Secrétariat. Les deux tableaux ont été présentés et discutés dans la soirée.

LE PROCESSUS ITERATIF : Après s'être accordé, dimanche, sur les textes des projets de décisions portant sur les bonnes pratiques pour la mise en œuvre de la Convention, sur le programme de travail de la CRIC 11, et sur la date et le lieu du CRIC 11, le groupe de contact a achevé les négociations sur l'accréditation des OSC et des représentants du secteur privé, avant de s'embarquer dans une première lecture du projet de décision sur la promotion des relations avec les conventions et les instances internationales pertinentes. Les négociations sur ce projet de décision reprendront mardi.

MM : le texte du Président pour un projet de décision a été distribué aux participants lundi soir, mais le groupe de contact a reporté son examen à mardi matin, aux fins de permettre aux participants de prendre part au dîner de bienvenue offert par le ministre des forêts de la République de Corée, à l'occasion de la Réunion de haut niveau.

QUESTIONS EN SUSPENS DU CP : Présidé par Markku Aho (Finlande), ce groupe s'est réuni lundi soir pour l'examen de dix projets de décisions. Les délégués ont convenu d'un programme de travail provisoire visant à achever les travaux du groupe, mercredi après-midi. La décision sur une stratégie de collecte de fonds commune a été reportée, compte tenu des discussions en cours sur la structure et la gouvernance du MM. Après accord sur le projet de décision portant sur le règlement intérieur, le groupe a examiné un projet de décision sur l'élection des membres du Bureau du CST. Ce groupe de contact reprendra le mardi.

DANS LES COULOIRS

Au moment où les participants à la CdP 10 échangeaient des histoires sur le déroulement de leurs belles excursions organisées samedi sous le parrainage du gouvernement coréen, et où ils se rattrapaient sur les avancées accomplies par le groupe de contact durant les réunions tenues dimanche, la tâche qui les attend encore a semblé énorme. Le groupe de contact du Comité plénier, nouvellement formé, a commencé l'examen de dix projets de décisions, tandis que le groupe de contact du CRIC sur le processus itératif a eu du mal à trouver un terrain d'entente sur les synergies avec d'autres conventions et institutions internationales, avant qu'il ne soit transformé en un autre groupe de contact, chargé de commencer à travailler sur l'évaluation de mi-parcours et la collaboration avec le FEM. Dans l'intervalle, nonobstant le dévouement des groupes de contact sur les blocages pérennes prévus durant la dernière séance nocturne - le budget et le MM - beaucoup se demandent à quoi les délibérations de la semaine vont aboutir.